



A Marseille, le 20 octobre 2012

Nouveaux pouvoirs, nouveaux programmes économiques en Méditerranée

Le Cercle des économistes et l'Institut de la Méditerranée

Rarement la situation du pourtour méditerranéen n'a paru si incertaine. D'un côté une crise économique sans précédent et de l'autre une révolution politique qui cherche sa stabilité. Cette situation exceptionnelle doit permettre un rebond dans la réorganisation des grandes zones et imaginer un nouvel avenir.

Aujourd'hui les pays méditerranéens sont confrontés à trois défis auxquels le Cercle des économistes et l'Institut de la Méditerranée s'emploient à répondre :

1- Rendre crédibles et mobilisatrices les politiques économiques et sociales futures.

- Proposer une vision qui rassemble, notamment pour la jeunesse, en dressant les contours d'un avenir plus inclusif où chaque jeune pourra exprimer librement ses opinions.
- Participer à la construction d'un nouveau modèle de développement, fondé sur la connaissance.
- Abandonner l'idée qu'après une phase transitoire, on puisse revenir au *business as usual* sans changer les comportements des élites et sans modifier leur composition.
- Eviter l'implantation d'un modèle distributif pur qui conduirait à une fermeture des économies, après une période de soutien social nécessaire.
- Construire un nouveau modèle de croissance dynamique fondé sur la jeunesse, ouvert, équitable et plus équilibré territorialement.

2- Gérer une transition qui dégrade les équilibres macroéconomiques

- Les processus en cours ne doivent en aucun cas être retardés par des jugements politiques ; une baisse de confiance est injustifiée.
- La communauté internationale, doit prendre la mesure des urgences et respecter au minimum les engagements pris par le G20.

A défaut, il y a un risque que les tensions qui peuvent se produire ne conduisent à des crises graves. En effet, pendant trois ou quatre années les équilibres macroéconomiques vont nécessairement se dégrader. Le Cercle des économistes et l'Institut de la Méditerranée constatent que la capacité de résilience des pays méditerranéens est encore importante. Cependant, la détérioration des balances de paiements, la montée des tensions inflationnistes, les déséquilibres budgétaires, les tensions sur l'emploi et en particulier l'emploi des jeunes, font peser des menaces qui risquent de bloquer la transition.

3- Améliorer l'intégration régionale des pays méditerranéens dans l'économie mondiale

Le Cercle des économistes et l'Institut de la Méditerranée recommandent que l'Europe réaffirme ses engagements vis-à-vis des attentes des Pays du Sud et que soit poursuivi l'ancrage régional des pays méditerranéens entre eux et avec l'Europe.

Cela suppose des avancées sensibles qui ont trop tardé :

- La mobilité des étudiants, des chercheurs et des entrepreneurs.
- L'extension du programme Erasmus.
- L'approfondissement des coopérations entre les Instituts d'éducation et de recherche.
- Le renforcement des partenariats Public / Privé.
- Une stratégie commune de relocalisation des activités industrielles en Europe.



Les Rendez-vous de la Méditerranée se déroulent dans le cadre de la **Semaine Economique de la Méditerranée**

